

ly, Ellis, Rinfret, Beausoleil—et cela même sans compter MM. Stenson et Casey, sur le point d'obtenir leur fongage.

léguaît incapacité, conduite illégale, corruption et malfaisance.

Dans une partie de ces accusations, l'honorable Clifford Sifton, ministre de l'Intérieur, était personnellement accusé de la façon la plus grave et toutes les accusations incriminaient sa conduite—et son caractère, soit comme homme, soit comme ministre.

Je ne discuterai pas ici le bien ou le mal fondé de ces accusations. Trois députés libéraux semblent croire que quelques-unes d'entre elles, en tout cas, étaient fondées mais ce n'est pas la question que je veux discuter. Pour nous, comme libéraux, la question importante est celle-ci :

Notre parti et nos chefs ont-ils tenu en ce qui concerne ces accusations la conduite que devait tenir un gouvernement libéral ?

A-t-on tenu en cette matière la conduite que, comme parti, nous avons déclaré solennellement devoir être tenue et que nous nous étions formellement engagés à tenir ? Les chefs du parti libéral ont-ils affirmé le droit antique et indiscuté de la Chambre des Communes de s'enquérir... de toutes les accusations de conduite illégale officielle portées contre les ministres de la Couronne.

—“Au contraire, le ministre accusé, appuyé par ses collègues, a positivement refusé d'accorder une enquête officielle.

—“Et ceci, bien que le député qui avait porté l'accusation offrit d'en passer par le résultat de l'enquête et dans le cas où il le réussirait pas à prouver ses accusations, de renoncer à son droit de siéger en Parlement ou d'occuper toute position dépendant de la Couronne. Plus que cela, et pire que cela, peut-être, nonobstant sa solennelle condamnation de la pratique de référer les accusations portées contre des ministres à des commissions royales créées sur l'avis de l'accusé ;

—“Le gouvernement a confié le devoir de faire enquête sur les accusations à l'un de ses propres fonctionnaires, employé du département sur lequel devait être faite l'enquête et parent par alliance du ministre accusé.

—“Comme pour être bien certain que cet enquêteur ami ne pourrait faire aucune découverte désagréable, on lui imposa de telles restrictions et on lui créa de telles difficultés, ainsi qu'à ceux qui pouvaient être appelés à rendre témoignage, qu'il fut obligé de reconnaître dans son rapport que son enquête était incomplète. Pouvons-nous, en présence de ces faits, nier que les chefs de notre parti, les hommes de la conduite de qui nous serons justement tenus responsables, à moins que nous ne les répudions, eux et leurs actes, ont violé l'engagement qu'ils avaient pris envers le peuple de préserver et de maintenir l'indépendance du Parlement ?

## Ils ont augmenté la dépense qu'ils avaient promis de réduire

—“La promesse la plus précise et la plus absolue que notre parti ait faite à l'électorat était peut-être celle que la dette publique ne devrait être en aucun cas augmentée et que la dépense annuelle de la Confédération devrait être matériellement réduite. C'était là une promesse claire ; non pas une conséquence qui pouvait être déduite, mais une déclaration positive et précise faite par la Convention qui a formulé la politique de notre parti et répétée mainte et mainte fois par nos chefs. Voici la promesse, telle que faite par la Convention :

—“Nous ne pouvons que voir avec alarme la grande augmentation de la dette publique et de la dépense contrôlable annuelle de la Confédération, ainsi que l'excès de taxe sur le peuple qui en a résulté, sous les gouvernements qui ont constamment détenu le pouvoir depuis 1878, et nous demandons que la plus stricte économie soit exercée dans l'administration du gouvernement du pays.”

Sans parler des déclarations faites par d'autres hommes éminents et qui occupent de hautes positions dans notre parti, déclarations dont nous ne saurions guère éviter de porter la responsabilité, je vais donner quelques extraits de discours prononcés avant les dernières élections générales, pour développer cette promesse, par des membres du gouvernement actuel.

—“Sir Wilfrid Laurier disait : “Si on nous confie le pouvoir, nous suivrons l'exemple de M. Mackenzie, et je dirai que, bien que nous puissions ne pas être capables de ramener la dépense à ce qu'elle était sous son administration, nous pourrions la diminuer de deux, même de trois millions de piastres par année.”

—“Sir Louis Davies comprenait et formulait ainsi la promesse faite par le parti libéral : “Le parti libéral dit que la dépense actuelle peut être diminuée de plusieurs millions sans que les services administratifs en souffrent.”

—“L'hon. David Mills déclarait qu'il n'avait aucun doute que l'efficacité du service pourrait être augmentée, et la dépense publique réduite presque de moitié.”

—“L'hon. William Paterson disait :—“ Nous enlevons au peuple, sous forme de taxes, \$6,115,000 de plus que nous ne devrions et nous dépensons : \$7,571,000 de plus que nous ne devrions.”

—“Sir Richard Cartwright disait : “Je dis que c'est un déshonneur et une honte pour le gouvernement qui a été chargé de l'administration de nos affaires de nous demander de dépenser \$38,000,000 par année pour des fins fédérales. Monsieur, la chose est absolument injustifiable.”

—“L'hon. William Mulock était aussi net :

“Il n  
pense  
que r  
dévo  
tits.”  
La  
quat  
conse  
1893.  
1894.  
1895.  
1896.  
Un  
056.  
Po  
serva  
de \$  
avon  
C'es  
gagé  
pron  
ont-  
lions  
s'il  
se p  
tre  
Qu'e  
nuell  
com  
1897  
1898  
1899  
1900  
U  
\$3,1  
denn  
tric  
res  
pen  
tion  
“  
dep  
dir  
616  
l'a  
335  
nu  
a  
qu  
né  
m  
fr  
le  
S  
ro  
et  
d